

8 janvier 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la politique de défense de la France, à Creil le 8 janvier 2014.

Messieurs les ministres,
Mesdames, Messieurs les Parlementaires et élus,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Mesdames, Messieurs les officiers généraux,
Mesdames, Messieurs,

Je tiens, en ce début d'année, c'est le sens de cette cérémonie, à vous exprimer, au nom de la Nation toute entière, notre reconnaissance, notre fierté. Et aussi nos meilleurs vœux pour l'année qui s'ouvre.

La France est un des rares pays au monde à pouvoir disposer d'un outil de défense capable de nous permettre de faire face à toutes les menaces. Je dis bien un des rares pays au monde. Parce qu'il conjugue une qualité exceptionnelle de matériels, des compétences techniques reconnues et le professionnalisme de personnels particulièrement bien formés.

C'est cette conjugaison d'équipements de qualité, d'hommes et de femmes de haut niveau technique et également une stratégie et une doctrine, appuyées par les moyens budgétaires qui sont accordés à la Défense et c'est toute cette conjugaison qui nous permet d'être un grand pays. Il n'y a pas de grand pays au monde qui ne soit doté d'un outil de défense. Et j'ai pu, une nouvelle fois, en venant ici à Creil, en faire la vérification.

En effet, la base de Creil est un symbole. Avec ses 3 300 agents, militaires et civils, elle regroupe des unités qui concourent aux trois missions fondamentales définies par le Livre blanc sur la Défense : la première de ces missions, c'est la protection, la protection de notre territoire, la sécurité de nos compatriotes. Cette protection est assurée par la permanence opérationnelle et notamment avec l'escadron des Cigognes.

La seconde mission, c'est l'intervention. Avec ici, des escadrons de transport Vercors, Ventoux, Esterel qui s'illustrent particulièrement ou se sont illustrés au Mali et en RCA. L'intervention, c'est la capacité de nous projeter à l'extérieur et de pouvoir sauver des populations c'est le cas en RCA ou lutter contre le terrorisme. C'était le sens de l'opération au Mali.

Enfin, la dernière des missions, c'est la dissuasion. Et là-encore, la base de Creil, avec le centre opérationnel des forces aériennes stratégiques de Taverny, y répond. Vous êtes, si je puis dire, une synthèse, un résumé de ce que nos forces armées doivent accomplir.

J'y associe une fonction majeure et insuffisamment soutenue dans le passé, c'est la fonction de renseignement. Avec la DRM, mais aussi le centre militaire d'observations par satellites et le centre national de ciblage, j'ai pu apprécier le rôle de la base de défense de Creil, dans le soutien de nos opérations extérieures.

Pour répondre à ces exigences du renseignement, au-delà de la discrétion et du secret, il faut des matériels de plus en plus sophistiqués et, en même temps, des personnels de mieux en mieux formés pour décrypter ce que le renseignement et les images peuvent renvoyer. Là aussi, vous êtes dans l'excellence.

Mais au-delà de la base de Creil, je tiens à m'adresser à l'ensemble des armées, des militaires, comme des personnels civils, pour vous dire toute la satisfaction qui est non seulement la mienne, mais celle de la Nation toute entière, représentée ici par les élus, devant l'efficacité dont vous avez pu faire preuve toute l'année dernière, et qui sera encore au niveau de l'excellence

vous avez pu faire preuve, toute l'année dernière, et qui sera encore au niveau de l'excellence cette année.

A chaque fois que, comme chef des Armées, j'ai fait appel à vous, vous avez répondu dans des conditions exceptionnelles de réussite. C'est une grande fierté pour le chef de l'Etat, mais pour le pays tout entier. J'ai pu à plusieurs occasions, depuis que j'occupe cette fonction, vérifier moi-même la qualité de nos armées.

Lorsque j'ai accédé à la responsabilité de chef de l'Etat, j'ai pris une décision conforme à un engagement que j'avais porté devant les Français : le retrait de nos forces d'Afghanistan ou plus exactement des unités combattantes, à la fin de l'année 2012. C'était un engagement, mais cela aurait pu être aussi une épreuve. Et cela a été une prouesse militaire, technique.

Car le retrait s'est fait, d'abord, en parfait accord avec nos alliés, en lien avec les autorités de l'Afghanistan, mais surtout dans des conditions de préparation qui nous ont permis non seulement de sortir nos matériels et il y en avait beaucoup mais aussi nos personnels, sans qu'il y ait la moindre difficulté. Je veux dire par là, sans que nous ayons à subir quelque perte que ce soit. Je veux ici en remercier tout particulièrement le Chef d'état-major de nos armées qui a eu, dans ce dossier, un rôle tout particulier.

Aussitôt étions-nous sortis d'Afghanistan, avec nos forces combattantes, que j'étais amené à solliciter nos armées pour nous engager au Mali. C'était le 11 janvier et nous étions confrontés, ou plus exactement le Mali était confronté à une agression venant de terroristes qui occupaient déjà le Nord de ce pays. Il nous fallait à la fois arrêter l'offensive, et permettre la reconquête. Qui aurait pu penser qu'un an après cette décision nous aurions pu atteindre cet objectif d'arrêter l'offensive et de permettre au Mali de retrouver l'intégrité de son territoire ? Que dans cette année-là, l'année 2013, il y aurait des élections d'abord présidentielles, ensuite législatives qui permettent au Mali de retrouver non seulement la stabilité, la sécurité, mais aussi la légitimité pour les autorités qui représentent cette Nation ? Si ces objectifs ont été atteints, c'est grâce à vous.

Nous avons maintenant la situation bien en main. L'opération SERVAL a été un succès, reconnu non seulement par les Maliens - et ils l'ont manifesté - et par nos compatriotes qui ont pu, là aussi, en être légitimement fiers, mais aussi par l'ensemble de la communauté internationale. Chaque fois que je suis reçu au nom de la France, en Afrique mais bien au-delà de l'Afrique, tous les chefs d'Etat ou de Gouvernement me rappellent combien notre intervention a pu être utile. Utile pour le Mali, utile pour le Sahel, utile pour la lutte contre le terrorisme, utile pour la sécurité et la paix dans le monde. Vous avez ainsi contribué à fortifier encore l'influence de la France. Au Mali, l'essentiel de la mission est accompli. Le ministre y était il y a encore quelques jours, je devrais dire quelques nuits, parce que c'était celle de la Saint-Sylvestre. Il y avait, je l'ai vu, une certaine ambiance qui montrait que les armées sont capables de combattre, mais aussi de fêter les moments de joie qui peuvent être les leurs.

Oui, notre mission est en train de s'achever au Mali. Les effectifs passeront de 2 500 à peu près, aujourd'hui, à 1 600 au milieu du mois de février. Puis ils déclineront jusqu'à 1 000, ce qui sera le niveau nécessaire pour faire face à toute menace qui pourrait resurgir. Car les groupes terroristes sont encore présents au moins dans la région.

Mais là-aussi, aussitôt en avons-nous terminé au Mali, que la situation en Centrafrique appelait, une nouvelle fois, notre intervention. En Centrafrique, ceux qui ont de la mémoire, et il y en a ici, savent que les forces françaises ont toujours été présentes, de multiples façons, dans ce pays. Au mois de mars, lorsqu'un coup d'Etat, un coup de force a écarté un Président qui lui-même était venu dans un coup d'Etat au pouvoir, pour en installer un autre, à Bangui nos soldats qui étaient dans l'opération BOALI, ont dû déjà et c'était au mois de mars assurer la sécurité, au moins celle de nos ressortissants. Car nous en avons et nous en avons encore en Centrafrique.

Mais, à partir du mois de mars, et surtout à la fin de l'année 2013, une spirale de violence a entraîné la Centrafrique dans une confrontation interconfessionnelle et dans un drame humanitaire d'une ampleur que ce pays qui en avait pourtant connu n'avait jamais traversé. C'est pour cette raison que j'ai décidé l'opération SANGARIS, c'était le 5 décembre dernier, c'est-à-dire une fois que le Conseil de sécurité, c'était le jour même, se soit prononcé pour nous fournir le

cadre légal sur le plan international, pour nous permettre de venir au secours d'une population qui vivait des exactions et des massacres.

Nous ne sommes pas venus seuls en Centrafrique, puisque les Africains, dans le cadre de la force MISCA, y étaient déjà présents et ont eu à renforcer leurs effectifs. Depuis un mois, j'allais dire un mois seulement, 1 600 soldats français conduisent avec les Africains une mission périlleuse dans son exécution, mais claire dans ses objectifs.

Quels sont-ils ? Rétablir la sécurité, d'abord à Bangui et dans l'ensemble de la Centrafrique, qui je le rappelle est un pays grand comme la France et la Belgique réunies. Ensuite, éviter de nouveaux massacres. Avant même que nous ne soyons intervenus, 1 000, au moins 1 000 Centrafricains avaient été assassinés, et parfois des femmes et des enfants. Depuis, il y a encore des exactions, mais sans commune mesure avec ce qui était avant notre présence.

La troisième mission que nous avons à accomplir, c'est de permettre l'accès de l'aide humanitaire. Chacun sait qu'autour de l'aéroport de Bangui, il y a des dizaines de milliers de personnes qui se sont réfugiées là, parce qu'elles ne savent pas où aller pour se protéger, et qui espèrent ce qui n'est d'ailleurs pas sûr avoir là un peu plus de sécurité que dans leurs propres quartiers. Cela crée une situation humanitaire tout à fait difficile et là encore ce sont nos soldats soyons-en fiers qui permettent à cette population de survivre, tout simplement.

Certains, il y en a toujours et c'est bien légitime, s'interrogent sur le bien-fondé de cette intervention et d'autres, sur la durée. D'ailleurs, c'est assez classique : chaque fois qu'il y a une intervention, on se demande quand est-ce qu'elle va finir, alors même qu'elle n'a pas commencé. Et on voudrait, je comprends parfaitement cette réaction, en terminer le plus vite possible. C'est d'ailleurs notre intention.

Mais certains ont encore des doutes sur la raison qui justifie la présence de vos camarades, que j'ai rencontrés avec le ministre de la Défense ces derniers jours, dans un moment qui était particulièrement douloureux, puisque deux d'entre eux venaient, hélas, de décéder. Oui, quelle est la raison de notre présence ? C'est tout simplement de répondre à des questions simples. Quelle serait aujourd'hui la situation en Centrafrique si la France était restée indifférente à la dérive de ce pays ? Dans une région, l'Afrique centrale, qui est déjà en grand désordre : le Sud-Soudan, la République démocratique du Congo, où tant de mouvements rebelles se réfugient, y compris en Centrafrique.

Oui, quelle serait aujourd'hui l'ampleur des exactions, des massacres, si la France était restée les bras croisés ? Alors qu'elle a des Forces : elle est la seule Nation extérieure à l'Afrique à en avoir à côté de la Centrafrique puisque nous sommes présents au Gabon et au Tchad. Nous aurions été à côté ? Nous aurions assisté à ces catastrophes et nous aurions attendu que d'autres viennent agir à notre place ? Non. Il fallait que nous puissions être là, avant qu'il ne soit trop tard. Car ce serait en milliers de morts aujourd'hui que l'on compterait les victimes de cette tragédie.

Alors, c'est vrai, nos forces assument un travail difficile, très difficile, auquel des militaires ne sont pas toujours préparés. Les militaires cherchent un adversaire. Ici, en Centrafrique, il n'y a pas d'adversaire. Il y a des belligérants qui veulent se faire la guerre entre eux, des groupes armés qui veulent garder leurs moyens de destruction pour aller chercher querelle à leurs voisins. Alors on demande à des militaires de s'interposer, de désarmer et c'est ce qu'ils font. Je veux ici leur apporter une nouvelle fois non seulement mon soutien mais surtout ma reconnaissance.

Il y aura dans quelques semaines des décisions importantes qui seront prises en Centrafrique pour la Centrafrique. D'abord, l'Europe s'impliquera d'avantage. Un Conseil des ministres des Affaires étrangères européen est prévu le 20 janvier. Et ces ministres décideront des moyens à accorder pour que l'Europe soit présente, pour que le drapeau européen soit également planté là, en Centrafrique, en soutien humanitaire puisque c'est de cela que l'Europe doit essentiellement se préoccuper.

Il y aura aussi des décisions qui seront prises dans le cadre des Nations Unies, pour que ce qui est aujourd'hui une force africaine avec l'opération SANGARIS devienne une opération de maintien de la paix. Cela prendra du temps parce qu'il y a des règles, il y a des étapes à franchir. Alors, durant cette période nous devons être là avec les Africains dont la présence va également

être renforcée. Nous devons laisser les Centrafricains et les Africains décider de l'avenir politique de ce pays. Des autorités provisoires ont à prendre des décisions pour à terme oui, je dis bien à terme là-aussi préparer des élections et assurer une transition démocratique.

Pas facile à dire en Centrafrique quand il n'y a plus d'Etat, quand il n'y a plus d'ordre, quand il y a ces violences, que d'imaginer qu'il puisse y avoir des élections. Et pourtant, c'est bien ce que nous avons à chercher aussi, en Centrafrique comme partout ailleurs. C'est bien que les démocraties puissent agir ensemble, se prémunir ensemble contre les menaces de demain.

C'est pourquoi je suis attaché à l'Europe de la Défense. Mais, en même temps, la France doit jouer son rôle et c'est la raison pour laquelle elle a déployé d'importants moyens militaires en Afrique. J'en ai beaucoup parlé devant vous, mais aussi dans la zone Antilles-Guyane où nous avons également des missions à accomplir, ou en Océan Indien. La France a à agir chaque fois que ses intérêts sont menacés.

La France, elle agit avec ses alliés, ses partenaires, et notamment européens. La France, elle agit toujours dans le cadre de la légalité internationale. Sa démarche est fondée sur le droit. Elle ne peut le faire que parce qu'il y a des militaires, des trois armées et de la Gendarmerie nationale, qui contribuent à l'excellence de notre capacité militaire.

Et donc, je veux ici, en cette occasion solennelle, en ce début d'année, saluer la mémoire de vos neuf camarades qui sont tombés au combat, au cours de l'année dernière, au Mali et en Centrafrique. Je veux saluer leur courage exemplaire, qu'ils ont incarné jusqu'à leur dernier souffle de vie en donnant le plus bel exemple qui soit de patriotisme. Je pense aussi aux blessés, nombreux, qui portent la marque des durs combats qu'ils ont livrés pour la France notamment au Mali.

Tout à l'heure, en même temps que l'on me présentait les moyens du Renseignement, je rencontrais un certain nombre de ces militaires qui ont sauté en parachute, au Mali, dans la zone la plus dangereuse, avec des températures qui défient même les lois de la nature humaine. Ils ont pu éprouver ce qu'était la dureté du combat. Je veux ici les saluer.

Le métier des armes, c'est beaucoup plus qu'un métier et c'est pour cette raison qu'il appelle notre respect mais aussi notre attention au regard de la condition militaire. Les ministres y travaillent parce que c'est leur obligation. Il ne s'agit pas simplement de commander avec les chefs qui sont les vôtres, il s'agit aussi de faire en sorte que la communauté militaire se reconnaisse dans un projet et soit elle-même respectée.

A cet égard, je ne peux pas admettre les dysfonctionnements qui se sont produits dans ce que l'on appelle « le système Louvois ». Le mot dysfonctionnement est déjà lui-même sujet à caution parce que c'est tout le système qui est en cause. Comment demander à des personnels de s'engager sans compter, au risque de leur vie, et ne pas leur verser leur solde en temps et en heure ? C'est inadmissible. C'est pourquoi les erreurs du logiciel sont en train d'être corrigées mais qu'il faudra tout changer, c'est-à-dire l'ensemble du dispositif. Je tiens à ce que cet objectif soit réalisé et c'est l'engagement du ministre LE DRIAN.

Je suis également attaché aux structures de représentation des militaires. Le Haut comité d'évaluation de la condition militaire comme vos ministres me tiennent régulièrement informé de vos préoccupations. Notamment des interrogations qui sont les vôtres sur l'évolution de la qualité du soutien de proximité, la réforme des bases de défense, mais également des problèmes matériels qui vous tracassent, la politique de l'avancement, la qualité des équipements, la reconversion, les problèmes statutaires. Toutes ces questions touchent aux conditions mêmes de l'exercice de votre métier.

J'ai donc demandé au ministre LE DRIAN de répondre le plus précisément possible à toutes ces interrogations. Il le fera forcément dans le cadre des moyens qui sont alloués à la Défense nationale de notre pays. Il s'est battu, au sens civil du terme, au sens politique du terme, pour que le budget de la Défense puisse être préservé. Il a obtenu satisfaction, non pas parce que c'était lui, non pas simplement parce que c'était moi, mais parce que la représentation nationale l'a voulu ainsi et parce que c'était une nécessité.

Chacun connaît les difficultés que nous rencontrons sur le plan budgétaire, la nécessité de diminuer même la dépense publique si on ne veut pas solliciter le contribuable. Il y a une

diminuer même la dépense publique si on ne veut pas solliciter le contribuable. Il y a une tendance à toujours penser que ce sont les autres qui doivent faire l'effort. Mais je note que pour la Défense, le budget a été strictement maintenu, ce qui est exceptionnel dans le cadre de la politique budgétaire que nous conduisons.

En contrepartie, néanmoins, des efforts ont été demandés, une fois encore aux personnels. Je sais ce que cela représente : réformes après réformes, ajustements après ajustements, toutes ces mobilités qui sont imposées, ces fermetures d'un certain nombre de bases et ce que cela peut provoquer pour des collectivités, pour des territoires, pour des personnels. Mais c'est la condition aussi pour que nous puissions redéployer des moyens.

Parce que quel est l'enjeu ? L'enjeu est de bien former les personnels, de bien les utiliser. Mais c'est aussi d'avoir des capacités en termes d'équipement qui soient au plus haut niveau. Une armée n'est respectée que parce qu'elle est capable de mobiliser des équipements, pas simplement d'en vendre, il le faut, mais surtout d'en détenir pour nous-même, d'en acheter quand c'est nécessaire et de pouvoir répondre à toutes les menaces et de ne pas se trouver dans une situation, qui peut arriver, où l'on ne peut pas transporter nos personnels parce qu'on a plus les avions, où l'on ne peut pas avoir des renseignements précieux pour la sécurité même de nos soldats, parce que l'on n'a pas toujours le matériel correspondant.

C'est la raison pour laquelle nous avons veillé, et moi en particulier, à ce que nous puissions renouveler un certain nombre d'équipements, comme l'entrée en service de l'avion A 400 M qui a d'ailleurs effectué sa première mission opérationnelle en livrant 22 tonnes de matériel fin décembre au Mali.

L'Armée de l'air a reçu deux drones Reaper qui participeront à la fonction stratégique de l'anticipation et de la connaissance. De la même manière, j'ai été sensible aux programmes qui m'ont été présentés pour le renseignement et qu'il convient aussi de renouveler. C'est MUSIS et CERES qui ont été notifiés il y a trois semaines, et qui bien sûr se mettront en place progressivement. Ils représentent la nouvelle génération de satellites d'observation optique et électromagnétique. Et puis, il y a d'autres modernisations, je ne vais pas les citer toutes. Il y a le remplaçant du missile Milan, il y a le volet véhicules du programme Scorpion.

Pour la Marine, 2014 sera l'année de la livraison des 60 premiers missiles de croisière qui représentent un véritable bond stratégique. Je ne sais pas d'ailleurs si un missile peut faire un bond stratégique, mais enfin, c'est ce qui m'est présenté ! Il y a le nouveau standard du Rafale qui servira aussi bien pour la Marine que pour l'Armée de l'air, à l'instar du nouvel avion ravitailleur multirôles.

Voilà ce qui permet aussi à la France, non seulement de pouvoir intervenir, non seulement de pouvoir moderniser sa dissuasion, mais aussi de pouvoir être respectée. Nous sommes prêts et je l'ai encore affirmé au Conseil européen, c'était en décembre à partager avec nos partenaires européens un certain nombre de matériels. Pour des raisons budgétaires sûrement, pour des raisons aussi d'opérationnalité, pour pouvoir agir ensemble.

Il y a encore quelques réticences. Il y en a qui veulent faire seuls, qui n'en n'ont pas nécessairement les moyens, même s'ils nous font la leçon. Il y en a d'autres qui ne veulent pas le faire du tout, alors qu'il faut bien aussi assurer collectivement la défense. Il y en a d'autres qui ont des intérêts industriels et c'est bien légitime. Alors nous devons les convaincre et agir ensemble. Et la France y est prête.

La Défense nationale concerne tous les Français, pas simplement ceux qui la servent. Parce que la Défense a pour vocation de veiller sur nos intérêts, elle est l'affaire de tous. Et c'est la raison pour laquelle je suis très attaché aux liens entre l'Armée et la Nation. Ce lien est multiple. Il y a celui que vous représentez. Il y a aussi la réserve qui est très importante et qu'on ne salue pas suffisamment. Il y a aussi l'information qui doit être donnée aux Français sur leur armée. Puis il y a ces moments aussi de souvenir, ces moments où on parle de la gloire de notre pays, mais aussi de ses épreuves.

2014 sera l'occasion de puiser dans l'histoire des conflits mondiaux pour mieux comprendre les enjeux de la paix aujourd'hui et le rôle des générations successives pour assurer la sécurité du pays. Il y aura d'abord les commémorations du centenaire de la Première Guerre mondiale et le

soixante-dixième anniversaire de la Libération. Ce seront des moments forts, des dizaines de pays vont participer à ces événements au cours des quatre prochaines années. Leur enthousiasme à traverser la planète pour venir ici nous rejoindre pour ces commémorations nous rappellera que sur les champs de bataille de la Marne, sur les côtes de Provence, sur les plages de Normandie, il y a eu aussi des jeunes qui sont venus nous sauver et nous permettre d'être libres.

Alors, nous saurons les accueillir tous ces amis venant de loin. Ils viennent parfois se recueillir sur la tombe d'un de leurs lointains parents. Ils viendront comprendre ce qui s'est produit il y a cent ans, ou il y a moins longtemps pour la Seconde Guerre mondiale. Ils essaieront de faire en sorte que nous puissions nous retrouver, y compris les belligérants d'hier, pour faire la paix de demain. Je veux avoir une pensée particulière pour ceux qui sont venus sacrifier leur vie pour nous. C'est la raison pour laquelle j'ai souhaité attribuer la Légion d'honneur, à de nombreux combattants étrangers venus il y a soixante-dix ans de tous les continents pour nous aider. Oui, tout étrangers qu'ils soient, ils méritent ce ruban rouge car ils ont eux aussi, en servant leur pays et leur idéal, sauvé la France. Ils aiment notre pays et l'aiment encore.

Toujours au titre de la Seconde Guerre mondiale, je procède au recensement de tous nos compatriotes titulaires de la médaille de la Résistance et non encore décorés de la Légion d'honneur, pour que nous puissions les récompenser. Ce sont des survivants et ce sont des hommes, parfois des femmes, qui méritent également d'être distingués au nom de la République. Plusieurs d'entre vous, peut-être un grand nombre, vont être sollicités pour accueillir ou accompagner les vétérans français et étrangers sur tous les lieux de mémoire de notre pays. Faites-leur le meilleur accueil, accompagnez-les et soyez convaincus qu'aucun continent, aucune Nation, ne peut prétendre préserver sa liberté sans assurer sa sécurité. La liberté a forcément un prix.

Ce que nous faisons pour la Défense, ce n'est pas simplement pour le statut de la France, c'est également pour préserver nos droits et nos libertés. C'est grâce à vous que nous pouvons y parvenir, grâce aux capacités de nos armées, grâce à votre professionnalisme. C'est par vous que la France peut s'engager, c'est par vous qu'elle peut porter un message universel qui est toujours celui de la paix, de la sécurité, de la stabilité. C'est par vous que la France peut rayonner partout dans le monde.

C'est la raison pour laquelle je vous adresse non seulement mes meilleurs vœux de réussite pour vos projets personnels, professionnels, familiaux, mais je vous renouvelle ma confiance, mon soutien et ma reconnaissance pour tout ce que vous faites pour le pays.

Vive la République ! Vive la France !